

Point de vue

Les OGM, querelle idéologique, par Jean-Paul Oury

LE MONDE | 20.05.08 | 08h06 • Mis à jour le 20.05.08 | 08h06

A lors que le couac historique provoqué par Nathalie Kosciusko-Morizet au sein des rangs des députés UMP au début du mois d'avril semblait oublié, c'est un couac beaucoup plus important qui a eu lieu le 13 mai, avec le rejet du texte de loi sur les OGM. Les députés UMP auraient été en nombre insuffisant au moment de la présentation du texte. La vérité, c'est que certains d'entre eux ont voté avec leurs pieds et d'autres se sont abstenus.

A la suite de Nathalie Kosciusko-Morizet, qui est devenue l'héroïne des anti-OGM après avoir fait la "une" de Libération et donné l'accolade à José Bové, c'est donc au tour des députés UMP anti-OGM de sortir du bois pour manifester leur opposition et illustrer cette vérité : la contestation anti-OGM n'est pas le monopole de la gauche. Vérité qui, au demeurant, n'est pas un scoop. Puisque malgré sa légère friction avec Mme Kosciusko-Morizet, Jean-Louis Borloo n'a jamais caché son inimitié à l'égard des plantes génétiquement modifiées.

Il n'hésite d'ailleurs pas à rappeler à chacune de ses interventions que ce projet de loi est le plus sévère et le plus contraignant que l'on puisse trouver en Europe. Aux côtés de Borloo et Morizet, le député mosellan Grosdidier, le sénateur Legrand se sont manifestés. Et on pourrait également ajouter Corinne Lepage, Alain Juppé et Roselyne Bachelot.

Quant à Nicolas Sarkozy, on se demande toujours ce qu'il pense : entre la position réfractaire qu'il a soutenue lors du Grenelle de l'environnement, position qu'il a rappelée lors de son dernier discours télévisé, et le fait qu'il soit le seul candidat à la présidentielle à n'avoir pas déclaré qu'il signerait un moratoire sur les OGM, on est perdu.

A reprendre la liste que l'on vient d'énumérer, on serait presque tenté d'affirmer que la droite est anti-OGM, et ce ne sont pas les événements d'hier qui nous contrediraient. Il semble impossible d'affirmer la proposition contradictoire selon laquelle *"être de droite, c'est forcément être pro-OGM"*.

LA ZIZANIE AU SEIN DES PARTIS POLITIQUES

Quand on regarde dans le camp adverse, on est également perdu : contre l'autre a priori, qui voudrait que les anti-OGM soient forcément de gauche, de Claude Allègre à Jean-Yves Le Déaut, en passant par Michel Charasse, on trouve toute une liste de fervents partisans de la transgénèse végétale. Sans oublier, bien évidemment, que c'est sous Lionel Jospin qu'a eu lieu la première autorisation de culture de maïs OGM sur le sol français.

Et on pourrait encore aller plus loin en citant le cas d'Yann Kindo, candidat aux législatives pour la LCR, qui se déclare pro-OGM et anticapitaliste tout à la fois, ou encore celui de Gilles Mercier, chercheur à l'Inserm et militant du PCF, qui publie des tribunes dans *L'Humanité* pour enjoindre ses camarades de bien vouloir cesser leur obscurantisme anti-OGM.

Alors, bien évidemment, on pourra toujours dire qu'il y a plus d'opposants à gauche qu'à droite, et surtout que c'est là que l'on trouve les contestations les plus virulentes : il suffit d'observer le "cas Royal". La présidente du conseil régional de Poitou-Charentes a décidé d'accorder des aides aux agriculteurs de sa région, à condition que ceux-ci s'engagent à ne pas semer d'OGM pendant quinze ans. On comprend alors à quel point les OGM peuvent propager la zizanie au sein des partis politiques.

Aussi, il apparaît clairement que ça n'est pas l'appartenance à une famille politique qui définit le fait que l'on soit plutôt pro, ou plutôt anti. En ce sens, la querelle des OGM n'est pas politique, elle est idéologique : elle oppose deux visions du rapport "homme/nature" qui se trouvent également réparties à gauche et à droite : la position qui consiste à se définir comme anti-OGM est une vision conservatrice du vivant.

Elle est, comme nous l'avons démontré par ailleurs, issue d'une philosophie naturaliste qui voit la nature comme un patrimoine à conserver et auquel l'homme resterait soumis. De ce point de vue, toute "manipulation" devient suspecte, alors que les produits qui sont estampillés "naturels" apparaissent, eux, comme étant au-dessus de tout soupçon.

Cette vision refuse la transgénèse végétale parce qu'elle la suspecte de ne pas être un "moyen naturel" de production du vivant. A contrario, l'autre vision, elle, peut être caractérisée de "progressiste" en ce sens qu'elle part du principe que l'homme a depuis toujours modifié le vivant et son environnement et que cette capacité de modification est la condition même de sa survie.

De ce point de vue, les "solutions OGM" se justifient par le fait que ne pas développer cette technologie possible fait courir un risque plus grand à l'humanité : celui de se priver d'un outil indispensable à sa survie. D'un côté, on croit donc que le salut de l'homme passe par sa capacité à sauvegarder un équilibre avec la nature, de l'autre, on considère plutôt que cet équilibre qui n'existe pas de fait est à trouver et, par conséquent : l'homme est libre de *"reprogrammer"* le vivant en question.

SI LA QUERELLE DES OGM EST DE NATURE IDÉOLOGIQUE, LA SOLUTION EST DE NATURE POLITIQUE

Le problème qui devrait en toute évidence se poser au politique n'est pas alors foncièrement de faire la promotion de l'une de ces visions aux dépens de l'autre, mais bien de trouver les règles qui leur permettent de coexister. Bien sûr, pour que cette cohabitation puisse se faire, il faut qu'une solution technique la rende possible. Or, comme il est reconnu par tous les scientifiques qui se sont penchés sur le sujet, pour les OGM, comme pour les semences classiques, la coexistence est possible et des mesures peuvent être prises pour que le maïsiculteur OGM n'empêche pas le fermier bio de respecter son cahier des charges.

De même que la traçabilité des semences permet l'étiquetage et, donc, donne le choix au consommateur. On ne voit pas, dans ce cas, pourquoi on devrait interdire une technologie qui fait ses preuves partout dans le monde, pour faire plaisir à un lobby anti-OGM. On n'imagine pas non plus un lobby pro-OGM qui réussisse à imposer la technologie de manière unilatérale, sans laisser le choix au consommateur final, d'où l'étiquetage. C'est à ce moment que resurgit notre problème initial : si la querelle des OGM est de nature idéologique, la solution, elle, est bien de nature politique.

Encore faut-il pour cela que les politiques aient un véritable courage et une vision claire de ce que doit être une démocratie libérale : un système qui vise à donner le plus de choix possible à tous les citoyens en optimisant les libertés de chacun et non de promouvoir une idéologie ou un modèle de société aux dépens d'un autre, en cédant à la pression d'un groupe qui voudrait, imposer à autrui sa vision du monde et ses valeurs.

Jean-Paul Oury est docteur en histoire des sciences et technologies

Le Monde.fr

- » A la une
- » Le Desk
- » Opinions
- » Archives
- » Forums
- » Blogs

- » Examens
- » Culture
- » Economie

- » Météo
- » Carnet
- » Immobilier

- » Emploi
- » Shopping
- » Voyages

- » Programme Télé
- » Newsletters
- » RSS

- » Le Post.fr
- » Talents.fr
- » Sites du groupe

Le Monde

- » Abonnez-vous au *Monde* à -60%
- » Déjà abonné au journal
- » Le journal en kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ [visitez Le Monde.fr](#)

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Avertissement légal | Qui sommes-nous ? | Index | Aide